



**Municipalité de Hampden**

863, route 257 Nord

C.P. 1055 La Patrie

Tél. : 819-560-8444

Fax. : 819-560-8445

[muni.hampden@hsf.qc.ca](mailto:muni.hampden@hsf.qc.ca)

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DU HAUT SAINT-FRANÇOIS  
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE HAMPDEN**

**PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil municipal de la  
municipalité du canton de Hampden tenue à l'Hôtel de ville, mardi le 6 février  
2018 à 19h30.**

**Sont présents :**

- Siège # 1. Monsieur Pascal Prévost**
- Siège # 2. Madame Lisa Irving**
- Siège # 3. Madame Monique Scholz**
- Siège # 4. Madame Sylvie Caron**
- Siège # 5. Madame Chantal Langlois**
- Siège # 6. Madame Valérie Prévost**

**Formant quorum sous la présidence de Monsieur le maire Bertrand Prévost.**

**Est aussi présente la Directrice générale & secrétaire-trésorière Madame Kim  
Leclerc, qui agit à titre de secrétaire de l'assemblée.**

**#1**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE**

Le maire, Bertrand Prévost ouvre la séance à 19h30 et invite les membres du conseil à prendre considération de l'ordre du jour proposé.

Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des membres du conseil pour l'année 2017.

**#2    2018-021    Adoption de l'ordre du jour**

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption des procès-verbaux du 9 et 22 janvier 2018
4. Rapport des comités et du maire
5. Rapport de la directrice générale
6. Rapport du service de voirie, service incendie et urbanisme
7. Question du public
8. Approbation des salaires et des comptes
9. Correspondance
  - 9.1 Ressourcerie du HSF
  - 9.2 Ristourne MMQ 834,00\$
  - 9.3 Centre d'action bénévole
10. Résolutions
  - 10.1 Inscription au congrès ADMQ
  - 10.2 Liste officielle des augmentations de salaire 2018 des employés
  - 10.3 Renouvellement Société Mutuelle de Prévention
  - 10.4 Tourisme HSF – Guide des attraits
  - 10.5 Adhésion Défi Santé 2018
  - 10.6 Aide financière marché public du boisé de Scotstown
  - 10.7 Résiliation entente – dossiers criminels
  - 10.8 Autorisation prélèvement bancaire automatique location photocopieur
  - 10.9 Lettre boîte aux lettres endommagée

- 10.10 Lettre d'appui 125e Donald Morrison
- 10.11 Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal
- 10.12 Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal
- 10.13 Début formation pompier
- 10.14 Renouvellement contrat Delorme Le Bel Bureau Savoie. s.e.n.c.
- 11. Règlement
- 11.1 Adoption du règlement code d'éthique et déontologie des élus.
- 12. Varia
- 13. Période de questions
- 14. Levée de la séance.

Il est proposé par la conseillère Madame Lisa Irving et résolu à l'unanimité des membres présents, que l'ordre du jour soit et est adopté en laissant le varia ouvert.

**#3      2018-022      Adoption des procès-verbaux du 9,22 janvier 2018**

Attendu que tous les membres du conseil ont reçu une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 9 janvier 2018 ainsi que les procès-verbaux des réunions extraordinaires du 9 et 22 janvier 2018 et qu'ils en ont pris connaissance ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents, qu'ils renoncent à la lecture des procès-verbaux et qu'ils soient acceptés tel que présenté.

**Adoptée**

**#4                      Rapport des comités et du maire**

Chaque membre du conseil municipal donne un compte rendu du travail effectué dans leurs comités respectifs.

**#5                      Rapport de la Directrice générale et la Secrétaire-trésorière**

Madame Kim Leclerc dépose son rapport mensuel au 31 janvier 2018.

**#6                      Rapport de la secrétaire-trésorière adjointe, du service de voirie, incendie et urbanisme**

Madame Kim Leclerc dépose les rapports mensuels suivant : rapport de la secrétaire-trésorière adjointe transmis par Madame Manon Roy, le rapport mensuel pour le service de voirie transmis par l'employé Monsieur Faucher et Monsieur Alain Sabourin, le rapport mensuel du service incendie transmis par le chef pompier, Monsieur Daniel Beauchesne. Le rapport d'urbanisme n'a pas été transmis car nous n'avons eu aucune visite de l'inspectrice en Janvier

**#7                      Questions du public**

Questions et/ou commentaires : Aucun

**#8      2018-023      Approbation des salaires et des comptes**

Il est proposé par la conseillère Madame Monique Scholz  
Et résolu à l'unanimité des membres présents,

QUE le conseil municipal du Canton de Hampden autorise la directrice générale et secrétaire-trésorière à faire le paiement des comptes à payer présentés au conseil au montant de 32 909.41\$. Les chèques # 201800000 à 201800037 sont émis.

(SUITE RÉOLUTION #2018-023)

QUE le conseil prend connaissance du montant pour les salaires au montant de 9 967.42 \$. Les chèques #201800015 à #201800051.

Adoptée

#9

### **Correspondance**

- 9.1 Ressourcerie du HSF
- 9.2 Ristourne MMQ 834,00\$
- 9.3 Centre d'action bénévole
- 9.4 Tournée des conseils municipaux (MRC)

#10

### **Résolutions**

#### **10.1 2018-024 Inscription au congrès ADMQ**

Il est proposé par la conseillère Madame Valérie Prévost et résolu à l'unanimité des membres présents ;

Que le conseil autorise la Directrice générale de s'inscrire au congrès annuel de l'association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) qui a lieu du 13 au 15 juin 2018 à Québec au coût de 524,00\$ plus taxes.

Adopté

#### **10.2 2018-025 Liste officielle des augmentations de salaire 2018 des employés**

Attendu que tous les membres du conseil ont reçu une copie de la liste officielle des augmentations de salaire des employés 2018 et qu'ils en ont pris connaissance ;

Il est proposé par la conseillère Madame Sylvie Caron et résolu à l'unanimité des membres présents

QU'elle soit acceptée tel que présenté.

Adopté

#### **10.3 2018-026 Renouvellement Société Mutuelle de Prévention**

Attendu que nous avons reçu le renouvellement pour la société Mutuelle de Prévention;

Il est proposé par la conseillère Madame Valérie Prévost et résolu à l'unanimité des membres présents

QUE le conseil autorise le renouvellement de la mutuelle de prévention pour la période de janvier à juin 2018 au coût de 287,44\$ taxes comprises.

Adoptée

#### **10.4 Tourisme HSF – Guide des attraits**

Reporté

#### **10.5 2018-027 Adhésion Défi santé 2018**

Il est proposé par la conseillère Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents

(SUITE RÉSOLUTION #2018-027

Que le conseil inscrit la municipalité à l'édition Défi Santé 2018. Cette adhésion est gratuite.

Adoptée

**10.6 2018-028 Aide financière marché public du boisé de Scotstown**

Attendu que nous avons reçu une demande d'aide financière de la part du marché public du boisé de Scotstown ;

Il est proposé par la conseillère Madame Sylvie Caron et résolu à l'unanimité des membres présents

Que le conseil offre un montant de 300,00\$ en aide financière pour le marché du boisé de Scotstown, afin qu'ils puissent réaliser certains projets, comme celui de réaménagement leurs installations afin d'accueillir un plus grand nombre de producteurs ainsi que faire l'achat d'un système de son.

Adoptée

**10.7 2018-029 Résiliation entente – dossiers criminels**

Attendu que le 1<sup>er</sup> avril 2009, le gouvernement adoptait le décret 391-2009 concernant des ententes relatives à la propriété des amendes découlant de la poursuite de certaines infractions criminelles devant la Cour municipale commune de la Ville de East Angus;

Attendu que cette entente d'une durée initiale de deux ans a été renouvelée le 1<sup>er</sup> avril 2011 pour une période de dix ans;

Attendu que la Ville de East Angus souhaite résilier cette entente;

Il est proposé par la conseillère Madame Chantal Langlois et résolu à l'unanimité des membres présents

QUE le conseil du canton de Hampden informe le ministre de la Justice du Québec et la Direction des poursuites criminelles et pénales qu'elle résilie l'Entente relative à la propriété des amendes découlant de la poursuite de certaines infractions criminelles devant la Cour municipale commune de la Ville de East Angus et que cette résiliation prenne effet au terme d'un délai de 180 jours de la date des présentes, le tout sans compensation, indemnité ou pénalité de quelque nature que ce soit;

QUE malgré cette résiliation, tous les dossiers actifs découlant de cette entente soient traités jusqu'à leur complète résolution devant la cour municipale commune de la Ville de East Angus.

Adoptée

**10.8 2018-030 Autorisation prélèvement bancaire automatique**

Attendu que la municipalité loue une nouvelle imprimante de marque Toshiba depuis la mi-janvier pour une durée de 66 mois avec option d'achat;

Attendu que la municipalité désire effectuer les paiements de location par prélèvement bancaire automatique au trois mois. Les prélèvements sont établis comme suit : tous les 15 des mois suivants : février, mai, août et novembre au montant de 253.32\$ chacun des versements.

Il est proposé par la conseillère Madame Monique Scholz et résolu à l'unanimité des membres présents

(SUITE RÉSOLUTION #2018-030)

QUE le conseil autorise les prélèvements pré établis pour les quatre versements prévus dans l'année pour un montant total 1 013.28\$

Adoptée

**10.9 Lettre – Boîtes aux lettres endommagées**

Le dossier a été transmis à l'inspectrice municipale afin qu'elle en vérifie l'information.

**10.10 2018-031 Lettre d'appui 125<sup>e</sup> Donald Morrison**

Attendu que la municipalité du canton de Hampden a reçu une demande d'appui pour une aide financière dans le but de souligner le 125<sup>e</sup> anniversaire du décès de Donald Morrison de la part de la municipalité de Milan;

Il est proposé par la conseillère Madame Lisa Irving et résolu à l'unanimité des membres présents

QUE la municipalité du canton de Hampden appuie la Municipalité de Milan dans ses démarches auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir une aide financière dans le but de souligner le 125<sup>e</sup> anniversaire du décès de Donald Morrison.

Adoptée

**10.11 2018-032 Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**

Il est proposé par la conseillère Madame Lisa Irving et résolu à l'unanimité des membres présents

Que le conseil approuve les dépenses pour les travaux exécutés sur le ou les chemins pour un montant subventionné de 11 000,00\$, conformément aux exigences du ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Que les travaux ont été exécutés conformément aux présentes dépenses sur la ou les routes dont la gestion incombe à la municipalité et que le dossier de vérification a été constitué.

Adoptée

**10.12 2018-033 Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**

Il est proposé par la conseillère Madame Sylvie Caron et résolu à l'unanimité des membres présents

Que le conseil approuve les dépenses pour les travaux exécutés sur le ou les chemins pour un montant subventionné de 11 000,00\$, conformément aux exigences du ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Que les travaux ont été exécutés conformément aux présentes dépenses sur la ou les routes dont la gestion incombe à la municipalité et que le dossier de vérification a été constitué.

Adoptée

**10.13 2018-034 Début formation pompier**

Attendu que nous avons trois nouveaux pompiers dans notre service incendie et qu'ils doivent suivre la formation obligatoire pompier 1;  
(SUITE RÉOLUTION #2018-034)

Attendu que cette formation comporte trois sections et la formation matière dangereuse. La formation théorique s'élève à 3000.86\$ pour les trois pompiers. Par le passé, le conseil avait décidé de rémunérer les pompiers lors de leur formation. Une résolution sera faite à la prochaine réunion du conseil afin de mettre en place une nouvelle résolution avec la méthode de rémunération ainsi qu'un taux pour cette rémunération.

Il est proposé par la conseillère Madame Monique Scholz  
et résolu à l'unanimité des membres présents

Que le conseil autorise les pompiers suivants : Monsieur Rémi Gaudreau,  
Monsieur Samuel Boutin ainsi que Monsieur Maxime Laliberté à commencer la  
section théorique de leur formation ainsi que la partie pratique en temps venu.

Que le conseil autorise la directrice générale à faire l'inscription des nouveaux  
pompiers ainsi que d'assurer un suivi de leur formation.

Adoptée

**10.14 2018-035 Renouvellement contrat Delorme Le Bel Bureau Savoie. S.e.n.c.**

Il est proposé par la conseillère Madame Valérie Prévost  
et résolu à l'unanimité par les conseillères et conseiller présents

QUE le conseil renouvelle le contrat de service avec la firme d'avocats Delorme  
Lebel Bureau Savoie pour l'année 2018 et accepte le service de consultation  
téléphonique au montant de 750.00\$ plus taxes.

Adoptée

**10.15 2018-036 Envoi d'un dernier avis de rappel pour les taxes non payées**

Attendu que plusieurs comptes de taxes ne sont toujours pas payés en date du 6  
février 2018;

Il est proposé par la conseillère Madame Lisa Irving  
et résolu à l'unanimité par les conseillères et conseiller présents

QUE le conseil décide de faire l'envoi d'un dernier avis de rappel afin que les  
citoyens puissent payer la somme dû avant d'être envoyé en vente pour non-  
paiement de taxes en mars prochain.

Adoptée

**#11 Règlement**

**#11.1 2018-037 Adoption du règlement 86-2018 code d'éthique et déontologie des élus**

ATTENDU QUE des élections ont eu lieu en novembre 2017, la municipalité  
doit adopter un nouveau règlement sur l'éthique et la  
déontologie pour les élus.

ATTENDU QU'IL y a donc lieu d'abroger tout règlement antérieur;

ATTENDU QU'UN avis de motion de ce règlement a été donné à la séance  
régulière du conseil tenue le 9 janvier 2018 et le conseil a  
adopté un projet de règlement.

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par la conseillère Madame Monique Scholz  
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents

QU'UN règlement de ce conseil portant le numéro 86-2018 soit et est adopté et  
qu'il soit statué et décrété ce qui suit à savoir :

**Article 1 :** Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**Article 2 :** Le présent règlement s'applique à tout membre du conseil de la Municipalité.

**Article 3 :** **DÉFINITIONS**

«**Avantages**» : Tout service, commission, rémunération, rétribution, indemnité, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, cadeau, faveur, récompense, voyage, marque d'hospitalité ou toute autre chose utile ou profitable de même nature, ou toute promesse d'un tel avantage;

«**Comité**» : Un comité du conseil municipal de la Municipalité du Canton de Hampden ;

«**Conflit d'intérêts**» :

- a) **réel** : présence d'un intérêt personnel ou pécuniaire, connu du membre du conseil et suffisant pour l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions ;
- b) **apparent ou potentiel** : présence chez un membre du conseil, d'un intérêt personnel ou pécuniaire qui, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, est susceptible de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions ;

«**Conjoint**» : la personne qui est liée par un mariage ou une union civile à une personne et cohabite avec elle ou qui vit maritalement avec la personne, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, et qui est publiquement représentée comme son conjoint depuis au moins trois (3) ans, ou, dans les cas suivants, depuis au moins un (1) an :

- a) un enfant est né ou à naître de leur union ;
- b) elles ont conjointement adopté un enfant ;
- c) l'une d'elles a adopté un enfant de l'autre ;

«**Information non disponible au public**» : information qui ne peut être obtenue selon la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1);

«**Intérêt**» :

- a) **pécuniaire** : intérêt économique, direct ou indirect, distinct de celui du public ou de celui des membres du conseil, ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée ;
- b) **personnel** : intérêt autre que pécuniaire, direct ou indirect, de celui du public ou de celui des membres du conseil, ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée ;
- c) **des proches** : intérêt de toute personne entretenant une relation privilégiée avec la personne concernée. Cette relation peut être de nature familiale, professionnelle ou d'affaires ou autres qui peut influencer la décision du membre du conseil ;

«**Loi** » : *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*;

«**Membres du conseil** » : Le maire et les conseillers du conseil municipal de la Municipalité du Canton de Hampden ;

«**Organisme municipal**» :

- a) Un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une municipalité ;

- b) Un organisme dont le conseil d'administration est composé majoritairement de membres du conseil de la Municipalité, ou dont le budget est adopté par celle-ci, ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci ;
- c) Un organisme public dont le conseil d'administration est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités ;
- d) Tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales des Régions et de l'Occupation du territoire aux fins de l'application des articles 304 à 306 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* ;

«**Municipalité** » : Le Canton de Hampden

**Article 4 :**                    **ÉTHIQUE**

4.1 Les membres du conseil se doivent de respecter les valeurs suivantes :

- a) l'intégrité des membres du conseil ;
- b) l'honneur rattaché à ses fonctions au sein du conseil ;
- c) la prudence dans la poursuite de l'intérêt public ;
- d) le respect envers les autres membres du conseil, les employés de celle-ci et les citoyens de la Municipalité ;
- e) la loyauté envers la Municipalité ;
- f) la recherche de l'équité.
- g) de faire du harcèlement de quelque nature que ce soit vis-à-vis leurs collègues du conseil et les employés de la Municipalité.

4.2 Les membres du conseil se doivent d'éviter :

- a) d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir afin de favoriser les intérêts privés ou, d'une manière abusive, ceux de tout autre personne, au détriment des intérêts de la collectivité ;
- b) de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne ;
- c) d'avoir des propos grossiers et inappropriés vis-à-vis les autres membres du conseil de la Municipalité et les employés de la Municipalité, soit en réunion publique ou privée ;
- d) de participer à une décision sachant que cette décision est inéquitable et cause un préjudice à un tiers ;
- e) d'agir dans le cadre de discussion et de décision sachant que la décision serait un manque de loyauté et irait à l'encontre des valeurs de la Municipalité ;
- f) de s'immiscer dans les opérations courantes de la Municipalité en passant outre la hiérarchie de la Municipalité, soit en donnant directement des directives à des employés sans passer par les cadres supérieurs ou en s'immisçant dans le travail de la direction générale et des cadres ;

4.3 Tout membre du conseil doit respecter les dispositions législatives et administratives régissant les mécanismes de prise de décision de la Municipalité et des organismes municipaux ;



- 4.4 Tout membre du conseil doit respecter le principe du droit à la liberté.
- 4.5 Tout membre du conseil doit maintenir confidentiels les propos tenus par une personne visée par le présent code, soit lors d'une rencontre à huis clos d'un comité plénier, d'un comité de travail, d'un comité du conseil et/ou d'un organisme municipal ;

## **Article 5 : DÉONTOLOGIE**

### **5.1 Conflit d'intérêts :**

5.1.1 Pour les fins de la présente politique, il y a une situation de conflit d'intérêts quand un intérêt personnel pourrait, potentiellement ou en apparence, empêcher le membre du conseil d'agir d'une façon objective dans l'exercice de ses fonctions et dans les seuls intérêts de la Municipalité ;

5.1.2 Un membre du conseil ne doit pas se placer dans une situation où son intérêt personnel ou celui d'un proche pourrait l'influencer dans l'exercice de ses fonctions ;

5.1.3 Un membre du conseil ne peut solliciter, accepter, ni recevoir quelque rémunération, profit ou avantage que ce soit, autres que ceux qui sont prévus à la Loi, en échange d'une prise de position sur un règlement, une résolution ou toute question soumise ou qui doit être soumise au conseil, à un de ses comités ou à un employé de la Municipalité ;

5.1.4 Un membre du conseil qui, lors de son élection ou en cours de son mandat ou emploi, est placé dans une situation de conflit d'intérêts, par suite de l'application d'une loi, d'un mariage, d'une union de fait ou de l'acceptation d'une donation ou d'un legs, doit mettre fin à cette situation le plus rapidement possible après l'élection ou la survenance de l'événement qui engendre la situation de conflit d'intérêts ;

5.1.5 Un membre du conseil, s'il se retrouve en situation de conflit d'intérêts, doit dénoncer la situation de conflit et éviter de discuter et de participer au vote sur la question. Il doit même quitter son siège et la salle des délibérations.

### **5.2 Loyauté :**

Tout membre du conseil, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, ne peut occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi, ou toute autre fonction de telle sorte que lui-même ou une autre personne en tire un avantage du fait de ses fonctions en tant que membre du conseil de la Municipalité.

## **Article 6 : BIENS DE LA VILLE ET LEUR UTILISATION**

- 6.1 Il est interdit à un membre du conseil d'utiliser, directement ou indirectement, les locaux et l'équipement ou autres biens de la Municipalité ou d'un organisme paramunicipal, ou d'en permettre l'usage, à des fins autres que celles auxquelles ils sont destinés par la Municipalité à moins d'obtenir une autorisation préalable du conseil de la Municipalité dans le cadre d'une assemblée du conseil;
- 6.2 Malgré l'article 6.1, un membre du conseil peut utiliser certains biens ou services de la Municipalité à des fins personnelles, s'il s'agit d'un service offert de façon générale par la municipalité ou par un organisme municipal ;
- 6.3 Le membre du conseil doit utiliser les biens et services de la Municipalité pour les fins de l'exercice de ses fonctions, dans le respect de ses obligations de loyauté, discrétion et civilité et dans le respect des lois ;

- 6.4 Le membre du conseil ne peut confondre les biens de la Municipalité avec les siens, ni les utiliser à son profit, directement ou indirectement, ou en permettre l'usage à des tiers, à moins qu'il ne s'agisse d'un service offert de façon générale par la Municipalité :

**Article 7 : UTILISATION DU NOM ET DES MARQUES OU ARMOIRIES OU LOGO**

- 7.1 Un membre du conseil doit s'abstenir, dans les contrats et ententes qu'il conclut à titre personnel avec des tiers, d'utiliser le nom ou le logo de la Municipalité de façon à laisser croire à l'autre partie que le contrat ou l'entente est conclu avec la Municipalité ou que cette dernière s'en porte caution, ou y est impliquée à quelque titre que ce soit;
- 7.2 Il est interdit à un membre du conseil d'utiliser le papier à en-tête de la Municipalité aux fins de ses activités personnelles ;
- 7.3 Tout membre du conseil qui détient ou acquiert des intérêts dans une compagnie, société ou entreprise ne doit pas utiliser le poste qu'il occupe à la Municipalité à des fins de publicité ou d'appui promotionnel pour l'entreprise concernée ;

**Article 8 : CONTRATS**

- 8.1 Un membre du conseil ne peut détenir directement ou indirectement un intérêt dans un contrat avec la Municipalité ou un organisme municipal
- 8.2 La Municipalité n'embauche pas des employés réguliers ou à temps partiel qui sont membres de la famille immédiate d'un membre du conseil ;

**Article 9 : AVANTAGES**

- 9.1 Un membre du conseil se doit de s'abstenir de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir de quiconque un avantage pour lui-même ou pour une autre personne ou pour un membre de sa famille ou un proche, en échange d'une prise de décision, d'une intervention ou d'un service;
- 9.2 Un membre du conseil ne doit pas accepter un don, une marque d'hospitalité ou un autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui pourrait influencer son jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité ;
- 9.3 Le membre du conseil qui reçoit une marque d'hospitalité ou un avantage d'une valeur supérieure à 200 \$ et qui n'est pas de nature purement privée, doit, dans les trente (30) jours de sa réception, produire auprès du greffier de la Municipalité une déclaration écrite à cet effet qui doit contenir une description du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, préciser le nom du donateur et la date ainsi que les circonstances de sa réception ;
- 9.4 Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas :
- a) si l'avantage provient du gouvernement, d'une municipalité, d'un organisme gouvernemental ou municipal, ou d'un de leur représentant officiel ;
  - b) si l'avantage provient du parti politique dont il est membre ;
  - c) si le membre du conseil fait remise de l'avantage ou du don reçu à la Municipalité.
- 9.5 Tout membre du conseil qui reçoit un avantage de source anonyme et que l'on ne peut en retracer l'origine, se doit d'en faire remise à la Municipalité.

- 9.6 Il est interdit à tout membre du conseil de la municipalité de faire l'annonce lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention, a déjà été prise par le conseil ou par l'autorité compétente de la municipalité.

Le membre du conseil qui emploie du personnel de cabinet doit veiller à ce que ces employés respectent l'interdiction prévue au premier alinéa. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, le membre du conseil en est imputable aux fins de l'imposition des sanctions prévues à l'article 31 de la Loi.

**Article 10 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

- 10.1 Tout membre du conseil doit respecter la confidentialité des informations non disponibles au public dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ;
- 10.2 Le membre du conseil doit s'abstenir d'utiliser ou de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, à ses propres fins ou à des fins autres que celles de la Municipalité, les informations non disponibles au public dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions. Cette obligation perdure même lorsque le membre du conseil a cessé d'occuper sa fonction.

**Article 11 : DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

Les dispositions du présent règlement ne libèrent pas la responsabilité des membres du conseil concernant les obligations et dispositions prévues aux lois suivantes :

- a) de la *Loi sur les élections et référendums municipaux* (L.R.Q., c. E-2.2 ;
- b) du Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1);
- c) de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) ;
- d) de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., c. T-11.011) ;
- e) du *Code civil du Québec* ;
- f) du *Code de procédure civile* ;
- g) du *Code criminel* ;
- h) la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q., c. D-7) ;
- i) la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1)
- j) et toutes autres lois s'appliquant aux municipalités et créant une obligation personnelle aux membres d'un conseil.

**Article 12 : DÉCLARATIONS**

- 12.1 Le secrétaire-trésorier de la Municipalité tient un registre public des déclarations formulées en vertu de la Loi, notamment pour les avantages ou marques d'hospitalité pour une valeur supérieure à 200 \$;

- 12.2 Le secrétaire-trésorier doit annuellement, au conseil du mois de décembre, déposer un extrait du registre des déclarations ;

**Article 13 : SANCTIONS**

Tout manquement à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement peut entraîner l'application par la Commission municipale du Québec de l'une ou l'autre des sanctions suivantes :

- 13.1 Une réprimande ;
- 13.2 La remise à la Municipalité soit du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci ;
- 13.3 La remise à la Municipalité de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le présent règlement ;
- 13.4 Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue pour la période qu'a duré le manquement à une règle prévue au présent règlement comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme municipal ;
- 13.5 La suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours, cette suspension ne pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat ;

Pendant la durée d'une suspension, le membre du conseil ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou en sa qualité de membre d'un conseil de la Municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.

**Article 14 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

Le présent règlement prévaut sur tout autre code ou règlement antérieur dont les dispositions seraient contradictoires au présent règlement.

**Article 15 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions législatives

Adopté

#12

**Varia**

Demande de vérification pour Madame Lise Got pour un terrain résidentiel problématique

#13

**Période de questions**

Questions et/ou commentaires : aucun

#14 2018-038

**Levée de séance**

À 21h30 la conseillère Madame Chantal Langlois propose la levée de la séance.

---

M. Bertrand Prévost  
Maire

---

Mme Kim Leclerc  
Directrice générale &  
Secrétaire-trésorière